

Arrêté du 22/02/07 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux

- Type : Arrêté
 - Date de publication : 01/03/2007
 - Date de signature : 22/02/2007
 - Type de documents SSTIE : Disposition applicable generale
-

(JO n° 51 du 1er mars 2007)

NOR : SOCT0710458A

Vus

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu [la directive 2003/18/CE](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 mars 2003 modifiant la directive 83/477/CEE du Conseil concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante pendant le travail, notamment l'article 12 ter ;

Vu [l'article R. 231-59-10 \(III, 4°\) du code du travail](#) ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels en date du 4 octobre 2006 et du 8 décembre 2006 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture en date du 14 décembre 2006,

Arrêtent :

Article 1er de l'arrêté du 22 février 2007

Les travaux de confinement et de retrait d'amiante présentant des risques particuliers mentionnés au [4° du III de l'article R. 231-59-10 du code du travail](#) sont tous les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante, à l'exception des travaux de retrait de matériaux non friables en milieu extérieur.

Article 2 de l'arrêté du 22 février 2007

Le directeur général du travail et le directeur général de la forêt et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 février 2007.

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. Combrexelle

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du travail chargé de la sous-direction travail-emploi,

J.-P. Mazery